

PRÉFÈTE DE LA SOMME

Préfecture de la Somme
Service de coordination des politiques
interministérielles
Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique
Installations classées pour la protection de
l'environnement
Société LAINIERE DE PICARDIE
Commune de BUIRE-COURCELLES

Mise en demeure

A R R Ê T É du 20 MARS 2019

La préfète de la Somme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 21 décembre 2018 portant nomination de madame Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 4 janvier 2019 nommant madame Muriel NGUYEN, préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 25 novembre 2013 à la société LAINIÈRE DE PICARDIE pour l'exploitation d'une installation de tissage-apprêt-teinture-finissage de matières textiles sur le territoire de la commune de BUIRE-COURCELLES à l'adresse suivante BP 89 BUIRE-COURCELLES 80202 PERONNE Cedex concernant notamment les rubriques 2330 et 2345 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2019 portant délégation de signature de madame Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu l'article 1.24.1 de l'arrêté préfectoral susvisé qui dispose que:

« Les zones à émergence réglementée sont définies par :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse),*
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation,*
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du présent arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.*

Les émissions sonores dues à l'ensemble du site ne doivent pas y engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après : »

Vu l'article 1.24.2 de l'arrêté préfectoral susvisé qui dispose que:

« Les niveaux sonores doivent permettre de respecter les émergences au niveau des zones à émergence réglementée et ne doivent en aucun cas dépasser les niveaux suivants : »

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore en limites de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 20 décembre 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant que lors de la visite du 15 octobre 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

Les résultats de l'étude des mesures de bruit réalisée du 24 au 27 avril 2018 présentent des dépassements pour les niveaux de bruit en période diurne et nocturne. Concernant les calculs d'émergences en période nocturne, les valeurs sont respectivement pour les points de mesures 1, 2, 3, 6 de 26 dB(A), 33,5 dB(A), 22,5 dB(A), 16 dB(A), soit un dépassement de 22 dB(A), 29,5 dB(A), 18,5 dB(A), 12 dB(A) par rapport au seuil réglementaire de 4 dB(A).

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 1.24.1 et 1.24.2 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LAINIERE DE PICARDIE de respecter les prescriptions et dispositions des articles 1.24.1 et 1.24.2 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

ARRETE

Article 1 – La société LAINIERE DE PICARDIE exploitant une installation de tissage-apprêt-teinture-finissage de matières textiles sise Route de Péronne sur la commune de BUIRE-COURCELLES est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 1.24.1 et 1.24.2 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2013 en :

- en fournissant aux échéances indiquées dans le tableau ci-dessous, une liste détaillée des 20 postes d'émission acoustique devant être mis aux normes d'ici 2021, concernant notamment :
 - les extracteurs de la bonneterie sur la toiture du bâtiment 4,
 - les cheminées 88 et 89 au-dessus du bâtiment 28,
 - les extracteurs au-dessus du bâtiment 9,
 - la porte métallique du bâtiment 37 donnant sur la route.Cette liste devra indiquer l'année de mise aux normes.
- en fournissant les bons de commandes, les factures de la mise aux normes des postes d'émissions et en réalisant une mesure de la situation acoustique après la mise en place des traitements acoustiques, aux échéances indiquées dans le tableau suivant :

	février	mars	novembre
2019	Liste détaillée des 20 postes d'émission acoustique dont la mise aux normes est prévue d'ici 2021	Bons de commandes de la mise aux normes des postes prévus en 2019	<ul style="list-style-type: none"> – Factures de la mise aux normes des postes réalisée en 2019 – Mesure de la situation acoustique après la mise en place des traitements acoustiques et remise du rapport dès réception
2020	Liste détaillée des postes d'émission acoustique mise à jour suite à l'étude de la situation acoustique 2019	Bons de commandes de la mise aux normes des postes prévus en 2020	<ul style="list-style-type: none"> – Factures de la mise aux normes des postes réalisée en 2020 – Mesure de la situation acoustique après la mise en place des traitements acoustiques et remise du rapport dès réception
2021	Liste détaillée des postes d'émission acoustique mise à jour suite à l'étude de la situation acoustique 2020	Bons de commandes de la mise aux normes des postes prévus en 2021	<ul style="list-style-type: none"> – Factures de la mise aux normes des postes réalisée en 2021 – Mesure de la situation acoustique après la mise en place des traitements acoustiques et remise du rapport dès réception

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, elle peut être déférée devant le Tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa notification, le cas échéant par le biais de l'application « télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Somme, le sous-préfet de PERONNE et de MONTDIDIER, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LAINIERE DE PICARDIE.

Amiens, le 20 MARS 2019

Pour la préfète et par délégation,
La secrétaire générale



Myriam GARCIA